

La délégation du Caricom a cherché des éclaircissements sur la proposition canadienne consistant à fournir chaque année au Caricom un million de dollars en crédits industriels concessionnels pour permettre l'embauche de conseillers canadiens qui participeront à la planification et à la réalisation de projets de planification industrielle. Le Caricom a en outre souligné les grands avantages qu'il y aurait à recourir chaque fois que possible à des experts de la région. Il a été convenu que la question devrait être revue, et on a noté qu'une aide pourrait être octroyée au Fonds d'assistance technique proposé par le Caricom pour financer l'embauche d'experts régionaux.

Les deux parties ont proposé l'étude de nouveaux projets comme fondement de nouvelles mesures, et il a été convenu que ceux-ci seraient examinés en détail à la réunion du Groupe de travail spécial prévue en mai 1981.

#### Rôle du secteur privé

La réunion a reconnu l'importance du secteur privé comme mécanisme d'une action industrielle et commerciale entre le Canada et la région du Caricom. Elle s'est réjouie de ce que l'Association canadienne pour l'Amérique latine (ACAL) s'occupe maintenant de la région des Caraïbes, et elle a noté avec satisfaction qu'une réunion conjointe de représentants de l'ACAL et de la CAIC (Association de l'industrie et du commerce des Caraïbes) s'est tenue parallèlement à la deuxième réunion du Comité conjoint.

#### Négociations Nord-Sud

Dans les échanges sur les négociations Nord-Sud, la réunion a noté que le Canada participe activement à la préparation de la conférence au sommet de Mexico, et cherche à assurer que les questions Nord-Sud composeront l'élément central du prochain sommet des sept pays industrialisés et de la Conférence du Commonwealth qui se tiendra à Canberra. Le ministre canadien s'est dit fondamentalement favorable au point de vue voulant que des mesures soient prises pour garantir que les États membres du Caricom - étant donné leurs problèmes propres et leur appartenance à une région des plus défavorisées - puissent recevoir une aide tant individuelle que collective de tout programme d'aide d'urgence dont pourrait convenir la communauté internationale.